

Bientôt un nouveau crédit d'impôt pour l'industrie verte



© 2023 Les Echos Publishing

Conformément aux annonces du gouvernement lors de la présentation de son plan en faveur de l'industrie verte, le projet de loi de finances pour 2024 crée un nouveau crédit d'impôt sur les bénéfices afin d'encourager les investissements dans les secteurs stratégiques pour la transition énergétique.

Les activités éligibles

Seraient éligibles à ce crédit d'impôt les dépenses d'investissement réalisées par les entreprises industrielles et commerciales, soumises à un régime réel d'imposition, pour leurs activités contribuant à la production de batteries, de panneaux solaires, de turbines éoliennes ou de pompes à chaleur. Seraient concernées les dépenses de production ou d'acquisition d'actifs corporels (terrains, bâtiments, installations, équipements et machines) ou incorporels (brevets, licences, savoir-faire et autres droits de la propriété intellectuelle).

Précision : certaines entreprises seraient exclues de cet avantage fiscal, notamment celles en difficultés.

Pour bénéficier du crédit d'impôt, l'entreprise serait

notamment tenue d'exploiter les investissements réalisés pendant au moins 5 ans à compter de leur mise en service (3 ans pour les PME).

À savoir : le bénéfice du crédit d'impôt serait soumis à un agrément du ministre chargé du Budget, pris après avis conforme de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe). Le service d'examen des demandes d'agrément est d'ores-et-déjà ouvert sur le site www.impots.gouv.fr.

Les taux applicables

Le taux du crédit d'impôt, fixé en principe à 20 %, serait majoré en fonction du lieu des investissements et de la taille de l'entreprise.

Taux du C3IV			
Taille de l'entreprise	Zones d'aide à finalité régionale (ZAFR)	Régions ultrapériphériques	Hors zones précitées
Petites entreprises ⁽¹⁾	45 %	60 %	40 %
Moyennes entreprises ⁽²⁾	35 %	50 %	30 %
Autres entreprises	25 %	40 %	20 %

(1) Effectif < 50 salariés, CA annuel ou total du bilan annuel < 10 M€.

(2) Effectif < 250 salariés, CA annuel < 50 M€ ou total du bilan annuel < 43 M€.

En pratique : le crédit d'impôt s'appliquerait par fraction au titre des exercices ou années au cours desquels les dépenses

ont été réalisées, conformément au plan d'investissement agréé.

Le montant total du crédit d'impôt serait plafonné à 150 M€ par entreprise (200 M€ en ZAFR et 350 M€ en régions ultrapériphériques).

Le crédit d'impôt s'appliquerait, sous réserve de l'autorisation de la Commission européenne, aux projets dont la demande d'agrément est déposée à compter du 27 septembre 2023 et pour lesquels l'agrément est délivré au plus tard le 31 décembre 2025.

[Art. 5, projet de loi de finances pour 2024 \(1re partie\), 19 octobre 2023, engagement de responsabilité du gouvernement \(art. 49.3\)](#)

© 2023 Les Echos Publishing